

e-learning et cyber espace en Afrique

Le e-learning qui abolit temps comme distance constitue à l'évidence un accélérateur, pour tout dispositif d'éducation qui met en relation le Nord et le Sud, mais le risque existe aussi que cette fausse proximité ne vienne broyer les compétences locales. Le transfert des connaissances dans des formations clefs en main peut briser l'émergence de compétences au Sud. Il convient de contourner cet écueil.

Pas plus que dans les pays du Nord, l'approche pédagogique sur les TIC se suffit à elle-même ; elle s'inscrit dans une dimension systémique qui touche les politiques institutionnelles, les relations internationales, une réflexion plus générale sur la propriété intellectuelle et les droits éventuels d'usage des contenus en ligne. Il faudrait surtout privilégier les actions durables qui s'appuient sur des compétences locales qui reposent moins sur des disciplines scolaires ou universitaires, et plus sur des sujets trans-sectoriels ou trans-disciplinaires insérés dans le marché local de l'emploi. Un accent particulier devant être mis sur l'accès à la documentation en ligne.

Dans le contexte économique difficile que connaît l'Afrique, une réflexion socialement utile serait de s'interroger pour savoir en quoi l'enseignement à distance peut être une réponse à la crise de l'enseignement présentiel en Afrique.

Deux questions, sur l'efficacité et les coûts, qui ne sont pas spécifiques à la situation africaine, sont souvent présentes dans les analyses, sans que les réponses données permettent de trancher.

- La formation à distance est-elle une formation plus efficace qu'une formation présentielle ? Les études anglo-saxonnes dans le contexte africain existent, et concluent toutes par l'affirmative, mais les conditions de comparaison des cohortes présentiel/distant induisent les résultats obtenus.

- La FAD est-elle toujours meilleure marché qu'une formation présentielle ? Là encore la prudence doit être de mise ; il en est de même au Nord d'ailleurs : il convient toujours d'inscrire toute analyse dans la durée.

Ne pas tomber dans le consensus angélique et hagiographique qui entoure de nombreuses publications sur le sujet constitue pour le moins une nécessité.

Concrètement, aujourd'hui, l'éducation constitue un marché, ce marché est mondial. L'Afrique est un client potentiel. Un client pauvre en apparence mais où les investissements venus de l'extérieur sont considérables et les besoins importants.

Observons aussi que les bailleurs auront tendance à subventionner des projets où une partie de l'ingénierie de formation reste au Nord, pour des raisons de « proximité » afin de mieux contrôler le caractère effectif des programmes engagés. D'aucuns diraient sans doute, afin de réinvestir l'aide consentie dans les pays mêmes d'où elle est issue.

Alors, quels sont les atouts du e-learning ? C'est surtout la demande de formation de formateurs et de personnes ressources qui devrait constituer le besoin prioritaire des systèmes éducatifs africains. Les possibilités de travail distant et inter-pays en réseaux, l'établissement et la tenue de calendriers de formation serrés, la mise à disposition de salles lieux de ressources multimédia, peuvent, avec l'appui des bailleurs de fonds, fonctionner au service de projets rassemblant des apprenants souvent insérés dans un projet professionnel ou motivés par une entrée rapide dans la vie active.

Pour les gros effectifs, le pari envisagé dans certains pays sur l'introduction des TIC, par exemple, en équipant tous les lycées est plus hasardeux, car il risque de grèver les coûts déjà élevé des systèmes éducatifs, sauf si le pari se donne comme objectif de s'inscrire dans une politique volontariste de décentralisation vers les provinces. Mais ceci est une autre histoire.



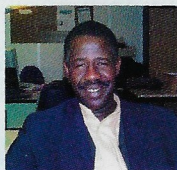
Enseignants de Kankan (Guinée)

Les visages du Résafad...

Le réseau Résafad s'est élargi, de nouveaux correspondants animent les centres ressources dans plusieurs pays.

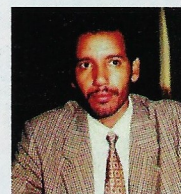
GUINEE

Marie Paule THERY
theyr@gn.resafad.org



SENEGAL

Papa Youga DIENG
p.dieng@laposte.net



MAURITANIE

Mahamed Vall OULD DICKEH
mvd@univ-nkc.mr

TOGO

Kossi KUMAPLEY
kakossi@yahoo.com
Richard SERVEL
ServelRich@aol.com



MALI

Yaranga TRAORE
yaranga.traore@ml.resafad.org

BURKINA FASO

Dominique PERRIN
dperrin@bf.resafad.org



BENIN

Jean François TERRET
Assistant Technique Régional
jean-francois.terret@edusud.org



GUINEE EQUATORIALE

Sophie BEL
bel_sophie@hotmail.com



MADAGASCAR pour D.U.C.M.

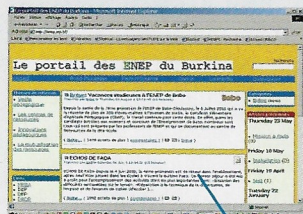
Nicole RAVELOMANANTSOA
nravelom@antana.ird.mg

Séminaire RESAFAD 2003 : voir sur le site edusud.org !

SUMEF, les dernières réalisations soutenues par Resafad



Le programme SUMEF (SUpports Médiatisés pour l'Éducation et la Formation) a pour but d'aider à la diffusion de supports de formation numérisés dans les pays francophones du Sud. Voici un aperçu succinct des dernières réalisations achevées. D'autres projets sont en cours.



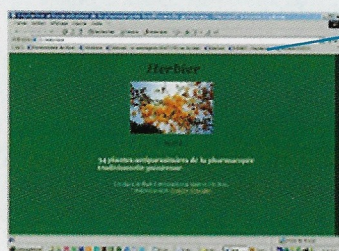
Burkina Faso
Site <http://www.cafp.bf/>
Formation professionnelle par apprentissage
M. Ambroise D. Bakyonon

Burkina Faso
Site <http://enep.zcp.bf>
Portail permettant des échanges entre les Ecoles nationales d'Enseignement du Primaire
M. Yamba Yameogo

Burkina Faso
Site <http://www.meba.gov.bf/>
Direction des études de la planification : annuaire statistique de l'enseignement de base
M. Laurent Kaboré

Burkina Faso
Site <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>
Recherche universitaire, politique de stockage numérique des données et formation de rédacteurs
M. Magloire Some

Burkina Faso
CD rom présentant les activités économiques et culturelles d'un village Bwa
M. Oumarou Sie



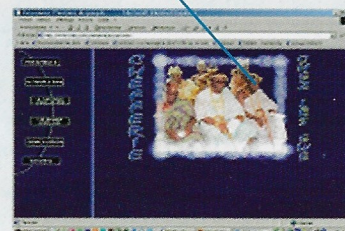
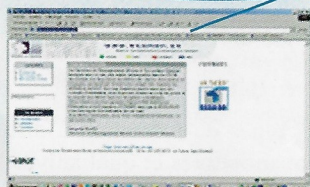
Guinée
CD rom dressant un inventaire des plantes antiparasitaires de la pharmacopée traditionnelle guinéenne
M. Saidouba Baldé



Togo
CD rom Le peuplement du Togo
M. Tsatsou Fiadjoe

Sénégal
Site <http://www.exam.sn>
Appui à l'Enseignement Scientifique : annales d'examens et de conseils d'orientation
M. Papa Youga Dieng

Togo
Site <http://www.chez.com/chefsewe/>
Chefferies traditionnelles
M. Michel Mihinto



Un CD rom présente ces différentes réalisations.

FORMATION ET ENJEUX : 2 exemples de formations d'enseignants en Guinée

La Formation A Distance des Directeurs d'Ecole (FADDE) et l'expérimentation de l'Université en Ligne-Premier Cycle Sur Mesure (UeL-PCSM), produit par le Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation (RUCA)
Marie-Paule THERY, Responsable de RESAFAD-Guinée

Pour la FADDE, 16 modules ont été élaborés après une étude des besoins exprimés par les autorités et les directeurs. **960 directeurs** ont été inscrits d'office pour cette formation qualifiante. Avec ses documents papiers, un tutorat de proximité au niveau de chaque préfecture, une évaluation institutionnelle régulière, la FAD est de type télé-enseignement. La stratégie d'apprentissage est axée sur des études de cas concrets, l'objectif étant moins l'acquisition d'un savoir théorique que celle d'un savoir-faire appuyé sur les acquis. On a tenu compte des niveaux de formation disparates et des contextes d'apprentissage difficiles au plan matériel. La conception des modules et des devoirs a été assurée à Conakry par une équipe de concepteurs en liaison, avec deux équipes régionales distantes. Les documents produits dans les autres pays ont été utilisés. Les autorités éducatives déconcentrées sont impliquées directement dans le processus d'évaluation. Un système de grilles de correction et l'anonymat des copies garantissent l'équité des notes

au plan national. La FADDE est achevée depuis avril 2002. Elle a réussi à échapper à certaines difficultés, fréquentes dans les pays du Sud. La formation des tuteurs et des concepteurs a été effective. Le taux de réussite nationale dépasse 80% avec des taux d'abandon très faibles (2%). La FADDE a suscité l'intérêt des autorités éducatives qui envisagent son extension à l'ensemble des directeurs. Presque tous les apprenants déclarent avoir apprécié la formation à distance.

L'expérimentation de l'UeL PCSM obéit à un tout autre modèle, concrètement, il s'agit d'expérimenter, dans une logique de formation continue, des modules de niveau DEUG des disciplines scientifiques (math, SVT, physique, chimie). Ces modules sont développés sous forme de multimédias. La formation a concerné **30 personnes** à l'Université de Conakry et à l'ISSEG, dès mars 2000 puis à l'Université de Kankay à partir de 2002. La possibilité d'un travail sur ces produits multimédias était d'autant plus intéressante que l'université guinéenne doit affronter un certain nombre de défis dont l'amélioration de la qualité de l'enseignement, par un renouvellement des méthodologies, et la décentralisation des structures universitaires avec la création de deux centres à Labé et à N'Zérékoré. L'expérimentation s'est déroulée en deux temps. D'abord une phase d'appropriation par les enseignants avec une démarche mixte intégrant travail en groupe et auto formation, ensuite, une seconde phase d'expérimentation devant des étudiants. L'expérimentation de l'UeL-PCSM repose sur l'hypothèse d'une amélioration des pratiques de transmission des connaissances par l'utilisation de produits multimédia, en rupture avec les pratiques et les habitudes mentales des enseignants. Impossible d'en faire un bilan exhaustif actuellement. Reste la possibilité d'en tirer des remarques pratiques de mise en œuvre : organisation des séances de travail, choix du travail en binôme, etc... On peut aussi réfléchir sur les effets observables et les interactions entraînées par l'utilisation de l'UeL-PCSM. Savoir manipuler l'Uel sur un ordinateur ne suffit pas pour l'intégrer correctement à un cours. La difficulté est d'un autre ordre. Utiliser devant les étudiants ces produits, très loin de l'enseignement magistral, n'est pas dans les habitudes. Il paraît indispensable de retravailler cet aspect psychologique pour éviter des blocages.

En conclusion, Ces deux types de formation à distance obéissent à des logiques quantitatives et qualitatives fondamentalement opposées, elles oeuvrent toutefois dans le même sens, celui de la modification comportementale des formateurs appelés à évoluer dans leurs pratiques professionnelles.

La proposition (5) est évidemment une solution excellente car elle privilégie le dialogue et montre votre souci de comprendre l'origine des difficultés d'adaptation sociale et sans doute psychologiques des élèves, lesquelles d'ailleurs peuvent être différentes d'un enfant à l'autre. Une mise en confiance peut déboucher sur une amélioration du comportement, au moins pour certains d'entre eux.

La proposition (6) n'est pas une bonne solution car, seuls les enfants « sages » seront impressionnés et auront peur. Les autres risquent, après ce discours « de combat », de rechercher l'épreuve de force pour vous juger aux actes et assoier leur réputation de « durs » aux yeux de leurs camarades.

La proposition (7) est une bonne solution car, d'une part, certains articles préciseront clairement les actes défendus et indiqueront les sanctions à appliquer pour les élèves fautifs, d'autre part, la signature des parents et des élèves en fait désormais un document contractuel qui les engage.

La proposition (8) est aussi une piste à suivre. Les enfants pourraient y canaliser leur agressivité et prendre des responsabilités au sein de l'équipe, ce qui aiderait à leur « re-socialisation » (solution préconisée dans le module sur les difficultés scolaires de l'enfant).

Comme vous le voyez un problème de ce type, forcément complexe dans ses causes, passe par un ensemble de solutions ayant toutes pour objectif l'intérêt de l'enfant en difficulté.

Grille de correction :

TYPE D'EXERCICE	DÉTAIL DES CORRECTIONS	NOTATION
Exercice 2-1 QCM sur étude de cas	Exercice 2-1 - Cas n° 1 : bonne réponse col. 2 et 3 - Cas n° 2 : bonne réponse col. 1 - Cas n° 3 : bonne réponse col. 2 et 3 - Cas n° 4 : bonne réponse col. 2 et 3	Nombre de points par cas : 0,5 pt par réponse entièrement juste et 0,25 si la réponse est incomplète. Total de l'exercice 2-1 = 2 pts
Exercice 2-2 Etude de cas et choix de solutions	Exercice 2-2 (pour des raisons de commodité les propositions de solution ont été numérotées de 1 à 8. Les candidats étaient libres de choisir un autre type de classement) réponses attendues : - propositions à retenir : 3 ; 4 ; 5 ; 7 ; 8 - propositions à éliminer : 1 ; 2 ; 6	Pour chaque proposition convenablement classée (à retenir ou à éliminer) si elle est justifiée par un raisonnement = 0,5 pt. Si elle est seulement bien classée = 0,25 pt. Total de l'exercice 2-2 = 4 pts
Total des points		6 points

Total obtenu par le candidat à l'exercice 2 5,00

Extrait de corrigé normalisé